



42, rue de la République
80 000 Amiens
tel : 0322918840

Union Régionale CFDT Picardie
Tour Perret 6^{ème} étage
13 place Alphonse Fiquet
80 000 Amiens

Amiens, le 8 mars 2010,

Madame, Monsieur,

Dans un courrier daté du 1^{er} mars, vous interpellez les candidats pour connaître leur projet « pour sortir plus fort de la crise ». Je vous remercie de cette démarche et m'empresse de préciser les propositions d'Europe Ecology Picardie en rapport aux trois volets que vous dégagez.

Sortir de la crise et construire l'avenir

La crise a eu des conséquences considérables sur l'activité en Picardie. Il est urgent, pour sortir par le haut de la crise, de changer nos modes de production et de consommation. Europe Ecology, en matière économique, est porteuse d'un projet novateur. Pour améliorer la qualité de vie des picards, nous voulons créer des emplois dans une économie à visage humain.

Il est du rôle et de la responsabilité du Conseil régional d'agir comme « chef de file » du développement économique de son territoire. Nous conditionnerons systématiquement nos aides au respect d'un développement réellement durable, c'est-à-dire à la responsabilité sociale et environnementale. L'absence de discrimination à l'embauche et dans l'entreprise fera aussi l'objet d'une attention particulière lors de l'attribution des aides régionales. La conditionnalité sera ainsi un outil de promotion de l'égalité hommes/femmes et du droit à la formation. Notre politique de conditionnalité des aides sera suivie durant la mandature : un cahier des charges devra être respecté par les entreprises qui font l'objet de subventions. Le Conseil régional modulera ou annulera les aides en fonction du nombre de critères remplis.

Nous sommes attachés au développement de l'économie sociale et solidaire. Nous souhaitons voir ce secteur se développer, afin de redonner à l'économie son ambition première, celle de servir le bien-être des personnes en priorité. Parce que l'économie sociale et solidaire correspond à nos valeurs, nous nous engageons à soutenir massivement ces acteurs qui donnent un sens au contrat social. Ainsi, nous encouragerons les mutualisations

d'emplois et la formation de groupements d'employeurs dans le secteur.

De telles ambitions doivent s'accompagner d'une véritable stratégie pour la Picardie. Nous voulons préparer les Picards à l'économie de demain. Notre programme vise à créer 20 000 emplois d'ici 2014 autour de véritables éco-filières en Picardie. Aujourd'hui, le potentiel des emplois verts est immense, que ce soit dans le bâtiment, l'énergie, les services, les déchets, le tourisme, l'agriculture... Autour des transports collectifs, nous encouragerons les investissements dans les trains sur tout le territoire ainsi que les innovations qui permettent autant de réduire notre empreinte écologique que de créer des emplois non délocalisables.

Pour nourrir un tel projet, nos incitations s'accompagneront d'une politique de formation ambitieuse, au sein d'un programme régional de développement des formations en lien avec la stratégie de développement. Les formations qui apportent des bénéfices sociaux ou écologiques verront leur aide majorée. L'enseignement professionnel et l'apprentissage seront fortement soutenus. En outre, nous soutiendrons fortement les programmes de recherche qui préparent l'économie picarde au respect de l'environnement. Au final, ce seront de véritables pôles d'innovation et de compétitivité qui se développeront en Picardie en lien avec les énergies renouvelables.

Investir dans le développement des compétences et préparer demain

La destruction de 20 000 emplois en Picardie en deux ans aurait pu être évitée avec une formation professionnelle suffisante et adaptée. Notre action pour développer les formations à l'économie verte et aux métiers de demain s'accompagnera d'un effort courageux de reconversion des secteurs en déclin. L'exemple de l'industrie automobile montre qu'Europe Ecologie s'engage à anticiper les évolutions et à accompagner les salariés.

Nous refusons que les salariés de cette industrie paient l'absence d'anticipation du patronat. Cette reconversion doit se faire avec les intéressés. L'industrie automobile valorise de nombreuses compétences qui peuvent être utilisées dans d'autres secteurs.

Outre ce redéploiement, nous sommes attachés à faire évoluer, dès à présent, le secteur automobile. Ainsi, nous nous engagerons dans un contrat régional incluant des critères environnementaux et sociaux exigeants et assorti d'incitations fortes pour les entreprises. Elles doivent s'engager à anticiper la nouvelle réglementation européenne sur les émissions de CO₂, à réorienter leurs budgets de recherche vers la voiture utilisant des énergies moins polluantes, en garantissant l'emploi local et les droits sociaux dans l'entreprise.

Notre engagement pour la formation des Picards se double d'une forte mission sociale. Peu diplômés par rapport à la moyenne nationale, les Picards ont cependant des compétences à valoriser. La formation sera orientée vers les publics dont les besoins sont les plus forts :

- **Pour les demandeurs d'emploi** : il est indispensable que les formations soient adaptées à leurs besoins, afin de leur offrir de réelles perspectives.
- **Pour les élèves en difficulté** : nous favoriserons la création de nouvelles «écoles de la deuxième chance ». La Région renforcera son action pour lutter contre l'illettrisme, dans la continuité de ce qui a été fait durant la mandature précédente. Un effort particulier sera porté sur les établissements accueillant les publics les plus défavorisés.
- **Pour les non qualifiés** : la Région redoublera d'efforts pour accompagner les salariés dans la démarche VAE, pour valoriser leurs savoir-faire en leur facilitant l'acquisition de diplômes ou titres correspondant à leurs compétences.

- **Pour les étrangers** : à rebours des politiques actuelles qui stigmatisent les étrangers, nous nous attacherons à ce que les formations proposent un soutien linguistique efficace aux immigrés non francophones.

Un rôle pour les acteurs du dialogue social

Notre projet s'inscrit dans une perspective de renouveau de la gouvernance régionale. Nous entendons ouvrir largement l'institution régionale sur la société, en passant d'une logique de guichet à des logiques de contrat d'objectifs avec les autres collectivités, avec le monde associatif et les acteurs économiques. Nous serons à l'écoute des syndicats et de toute force susceptible d'apporter des idées nouvelles à la Région.

Agir pour les créations d'emplois implique d'être également attentif à la qualité des emplois dans l'entreprise et au dialogue social. Nous voulons favoriser le dialogue entre les partenaires sociaux dans le but de sécuriser les parcours professionnels. La Région dispose d'outils (Fonds social d'investissement) pour rendre les négociations plus efficaces et l'emploi plus pérenne.

Le Conseil Economique, Social et Environnemental de Picardie est un instrument essentiel de l'interaction entre collectivités territoriales et les acteurs économiques/sociaux. Néanmoins, nous considérons qu'il devrait être possible d'impliquer les partenaires sociaux d'une façon plus directe. Nous nous appuyons également sur le Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle pour établir une véritable concertation avec les différents acteurs du dialogue social.

Enfin, il est important de souligner l'attachement d'Europe Ecologie à défendre l'échelon régional, menacé par le projet de réforme des collectivités territoriales et sur le plan financier (suppression de la taxe professionnelle, transferts de compétence non compensés...). Nous considérons que la Région est une institution pertinente pour agir sur le développement économique. Si nous voulons garantir les moyens d'action du Conseil régional par une fiscalité efficace, nous considérons qu'à terme une évolution de la fiscalité serait bénéfique pour l'ensemble des acteurs. Elle devrait prendre une forme plus écologique et plus juste socialement.

Conscient de ne pas avoir pu aborder tous les sujets qui nous intéressent, j'espère vous avoir éclairé sur la sincérité de notre engagement à faire évoluer la Picardie.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Christophe PORQUIER, tête de liste régionale

